2020 JUIN

UNE VUE DU LAVUE 10

QUOI DE NEUF...

Nous aurions dû fêter ce 10e numéro comme il se doit, en nous retrouvant toutes et tous autour d'un verre et ferraillant sur le dernier article paru ou plus trivialement sur le cours de la vie des un.e.s et des autres. La vie de laboratoire a été mise en suspens. À la sidération a succédé le retrait contraint et forcé, puis un sursaut, la reprise de liens qui s'étaient brutalement rompus. Cette expérience a permis à certain.e.s de s'organiser, plus sereinement, dans un monde ralenti, mais en interdisant à d'autres de le faire : première ligne, logements exigus, etc. Elle a mis à nu les inégalités et les injustices d'un enfermement qui a révélé des situations précaires chez nombre de doctorant.e.s du LAVUE.

Alors que nous nous battions dans la rue contre le projet de LPPR, il a fallu pour affronter la pandémie, vider les amphis et les bureaux, remettre à plus tard des terrains préparés de longue date et rapatrier celles et ceux qui y étaient restés. Plusieurs d'entre nous ont été atteints.

Cercle dessiné sur une pelouse (Dolores Park, San Francisco), afin de maintenir la distanciation.

Aujourd'hui, entre deux visioconférences, ersatz de sociabilité mécanique bancales, le LAVUE tente comme d'autres d'imaginer le monde d'après. Celui de la rentrée prochaine et de ses apories, celui d'un collectif de plus de deux cents personnes censées travailler ensemble alors que tout rassemblement représente un risque pour chacun. Bref, alors même que la LPPR que nous pensions relever de l'ancien monde, revient subrepticement, le monde d'après, c'est déjà maintenant.

Autant prendre ce présent à bras-le-corps et faire entendre ici, dans de 10e numéro d'Une Vue du LAVUE, toute la richesse de ce laboratoire qui tente de croiser des mondes qui ailleurs ne se parlent pas. Architecture, géographie, anthropologie, urbanisme, sociologie, etc. Nous avons donc choisi de donner la parole à des équipes et des axes qui, par la force des choses, s'étaient encore peu exprimés dans les numéros précédents. Donnant à voir des démarches singulières et des entreprises partagées. Nous espérons que vous aurez autant de plaisir que nous à les découvrir...

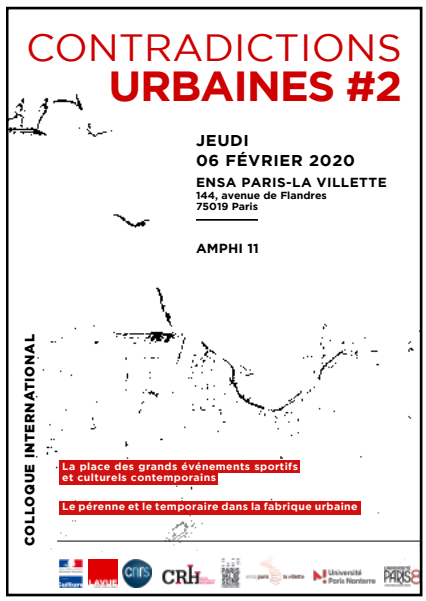
« Le pérenne et le temporaire dans la fabrique urbaine. La place des grands évènements sportifs et culturels contemporains », 2nde édition du colloque « Contradictions urbaines » de l'UMR LAVUE.
Conférence inaugurale le 6 décembre 2019 à l'ENSA Paris-Val de Seine. Colloque le 6 février 2020 à l'ENSA-Paris-La Villette

UN COLLOQUE

Ce colloque est le second d'une série dédiée au décryptage des contradictions qui traversent la ville et la société dans un monde majoritairement urbain et globalisé au devenir incertain (que ce soit aux niveaux économique, social, environnemental, politique, etc.). Il s'adressait autant aux chercheurs et aux décideurs, qu'aux professionnels et aux citadins.

Après une approche critique et pragmatique des contradictions urbaines en 2017 sous l'angle des relations entre conflits, pratiques collaboratives et recherches citoyennes, cette 2e édition a privilégié la dimension temporelle comme angle de lecture des transformations urbaines. Porté par l'axe 3 « Héritages et innovations dans la construction des territoires », cette deuxième édition a eu pour objectif de mettre en lumière les grands évènements contemporains, d'ampleur mondiale, sportifs ou culturels, car emblématiques des contradictions urbaines. Ces derniers, s'ils engendrent et accompagnent l'implantation d'infrastructures nouvelles et participent du développement et/ou du renouvellement urbain produisent également un entrechoquement de temporalités. Comment des évènements, par définition éphémères, viennent-ils rencontrer des territoires existants et comment ce qui est conçu comme provisoire s'inscrit dans la longue durée ? En s'attachant au rôle du pérenne et du temporaire dans la fabrique urbaine, ce colloque tentait d'explorer les transformations spatiales (urbaines et périurbaines) et les impacts économiques (attractivité, emploi, etc.), environnementaux (coût énergétique, durabilité, etc.) et sociaux (risque de gentrification et renforcement des inégalités) des grands évènements dans le monde, notamment culturels, comme les Expositions universelles, ou sportifs, comme les Grands Évènements Sportifs Internationaux (GESI).

Ce colloque interdisciplinaire, qui a réuni aussi bien des sociologues, des géographes que des anthropologues et porté sur des terrains à la fois français et européens, mais aussi d'Afrique et d'Asie, a lui-même été pris dans le rythme des évènements politiques et sociaux qui traversent la France depuis la fin d'année 2019. Programmé le 6 et 7 décembre 2019, il n'a pu se tenir que sous la forme d'une conférence inaugurale en raison des mouvements sociaux contre le projet de réforme des retraites et la mobilisation contre la LPPR. L'engagement du laboratoire dans le mouvement a mécaniquement impacté le déroulement du colloque. Maintenu en raison des engagements pris auprès des collègues et des différentes instances, mais dans des circonstances peu propices, le programme du colloque a été réduit à une journée et le nombre de participants a fortement diminué. Le 6 février 2020 étant une journée de mobilisation, le colloque s'est clos par une AG du Lavue. Bref, une confrontation directe entre la pérennité que porte tout travail de recherche et le surgissement du temporaire.



L'affiche du colloque et le programme ont été réalisés par Florian Bulou-Fezard en lien avec le conseil scientifique de l'UMR.

UN SÉMINAIRE

Axe 1 - Le doctorat en CIFRE : une expérience partenariale
Retour sur une série de séminaires

Le doctorat financé par un contrat Cifre (Conventions Industrielles de Formation par la Recherche) revêt une importance stratégique dans le contexte actuel de la recherche dans le domaine de l'architecture et de la fabrique de la ville. Face à une montée en puissance de l'activité doctorale « en immersion », le manque de savoirs et de distance critique vis-à-vis de telles expériences est largement ressenti et nombreux sont ceux qui, déjà bien insérés dans le monde professionnel, cherchent à se situer comme passeurs entre celui-ci et les milieux académiques producteurs de connaissances, mais aussi comme vecteurs de méthodologies et de réflexivité.

L'idée à l'origine des trois séminaires que le LET et l'Axe 1 de l'UMR Lavue ont organisés entre juin 2017 et juin 2019 a été de provoquer des échanges entre les différentes parties prenantes du dispositif Cifre sur les modalités de leurs interactions et d'orienter ensuite la réflexion sur les enseignements que l'on peut tirer de ces partenariats. Le premier séminaire « La collaboration entre chercheurs et acteurs professionnels » (juin 2017) s'est centré sur la confrontation de cinq doctorants ou jeunes docteurs « à la réalité du terrain » avec, en contrechamp, le récit de tuteurs en structures d'accueil sur l'arrivée d'un apprenti-chercheur en leur sein. L'année suivante, un deuxième séminaire (juin 2018) intitulé « Quelles traces laisse le travail du chercheur, du doctorant, dans l'entreprise d'accueil ? » a été focalisé sur les effets immédiats et à retardement de la recherche sur les pratiques et l'organisation de ces entreprises. Les intervenants provenaient de structures diversifiées : un organisme HLM, un bureau d'études en programmation, un autre spécialisé dans l'accompagnement des démarches participatives, et une entreprise de services urbains. Le troisième séminaire (juin 2019) « Le doctorat Cifre en architecture, un vecteur de changement dans les structures d'accueil » a mis en dialogue des agences d'architecture accoutumées au dispositif Cifre et les organismes qui accompagnent et/ou promeuvent ce dernier, s'attachent au dispositif de manière générale. Étaient présents des représentants de l'ANRT et l'association Bernard Grégory qui œuvre pour « l'évolution professionnelle des docteurs, la capacité d'innovation des entreprises et la valorisation des compétences issues de la formation par la recherche ». Nous avons pu également entendre des responsables de services et programmes qui articulent le dispositif avec la spécificité du milieu de l'architecture, de l'urbanisme et du paysage : le Bureau de la recherche architecturale, urbaine et paysagère au ministère de la Culture d'une part, le programme national 1 000 doctorants pour les Territoires porté par la communauté d'universités et d'établissements HESAM (Hautes Écoles Sorbonne Arts et Métiers Université) d'autre part.

À partir des témoignages recueillis, auxquels s'ajoutent des entretiens avec des directeurs de thèse en Cifre réalisés ultérieurement, une publication est actuellement en cours de rédaction. Elle vise à contribuer à une prise de conscience des difficultés et perspectives perçues par les parties prenantes lors de l'engagement dans des recherches partenariales.

Crédit photographique : LET.

UN TERRAIN

Axe 5 - Terres agricoles du Grand Paris ou quand la ville s'empare de l'enjeu alimentaire

L'Axe 5 du LAVUE et les étudiants du master de Paris Nanterre, « Nouvelles ruralités, agriculture et développement local » ont, en octobre 2019, arpenté ensemble un terrain illustrant la notion d'interfaces pour réfléchir aux enjeux fonciers et alimentaires autour des espaces ouverts dans la ville élargie. Il s'agissait ici du territoire du Grand Paris Sud Est Avenir (GPSEA) en Val-de-Marne : sur ces 16 communes regroupant plus de 300 000 habitants (de Créteil à des communes rurales de moins de 5 000 habitants) une quarantaine d'exploitations cultivent encore 1 000 ha de terres agricoles. Trois temps ont rythmé notre parcours : le premier à Noiseau autour d'un projet d'agro-quartier ; puis à la cueillette de la Queue-en-Brie ; enfin à Périgny-sur-Yerres avec des élus et des néo-agriculteurs.

De l'agriculture de proximité aux programmes alimentaires territoriaux. Ce territoire est un condensé du pas de deux entre ville et agriculture sur les cinquante dernières années. Après avoir accueilli en 1970 un lotissement maraîcher pour réinstaller les agriculteurs déplacés par l'urbanisation de Créteil avec un objectif de circuit court, la livraison à Rungis est devenue la norme du fait aussi de la déshérence des marchés de plein vent. Avec les départs en retraite des maraîchers de première génération et de nouvelles demandes urbaines, l'agriculture de proximité retrouve des couleurs et GPSEA s'est lancé dans un Programme alimentaire territorial (lois d'avenir de l'agriculture de 2014 et Egalim).

Terres à bâtir, terres à cultiver. Dans cette perspective, la question foncière est centrale entre besoins pour bâtir et besoins pour cultiver. GPSEA offre nombre de montages en expérimentation autour de l'agriculture : depuis les zonages d'intention portés par la Région Île-de-France (Périmètres régionaux d'intervention foncière) aux préemptions via la Société d'Aménagement foncier et d'Établissement rural ou à la définition d'un Périmètre de protection des espaces agricoles naturels périurbains (PPEANP) annexé aux documents d'urbanisme. L'agro-quartier de Noiseau réunit la plupart des problématiques du lieu : prévu sur un ancien site industrialo-tertiaire, il se veut social avec la construction de petits collectifs dans une commune carencée au titre de la loi SRU, écologique et solidaire avec la mise en culture de friches par de nouveaux agriculteurs dans des logiques de circuits courts et d'agro-écologie.

Agriculteurs de souche et néo-agriculteurs : le dernier axe de réflexion a porté sur le groupe « agriculteurs » puisque ce territoire réunit des héritiers, parfois sur plusieurs générations, et des néo-agriculteurs. Ces derniers, dits hors cadre familial puisqu'issus d'autres catégories sociales, souvent en rupture avec leur ancien métier (cadre, informaticien…), sont installés par la ville (bail de la ville) et pour la ville (contrat de culture, formes de ventes…).

Si les deux premiers points ont déjà fait l'objet de séminaires de l'Axe 5 et sont au cœur du programme porté par Claire Aragau, « Concurrences et arrangements fonciers dans les interfaces urbain-rural » (CAFUR), le dernier constitue le prochain chantier.

À VENIR

Prochain numéro d'*Une Vue du LAVUE*

TRANSITIONS URBAINES

Démocratiques, territoriales, écologiques, énergétiques, sociales, solidaires, etc. Les enjeux de transition sont au cœur de nombreuses recherches du LAVUE et de la société. Ce numéro sera l'occasion de faire le point sur les recherches menées par les membres du laboratoire sur ces questions…

RECHERCHES EN COURS

CRH - Enquête SOCIOLOGIE DU CONFINEMENT

Lancée par le Centre de Recherche de l'Habitat en mars 2020 l'enquête Sociologie du confinement s'inscrit dans une dynamique de sociologie « à chaud » au plus près de l'événement. Il s'agit de comprendre comment, alors qu'ils sont contraints de rester chez eux, les ménages adaptent les usages du quotidien et le logement (transformation, aménagement, entretien, etc.), ainsi que la place du travail et de l'espace public, dans un contexte de vulnérabilité résidentielle. On peut faire l'hypothèse que dans cette situation les paramètres qui structurent l'habiter vont être transformés : rapport à l'extérieur et aux espaces communs, déplacement, relations de voisinage et aux institutions gestionnaires. L'enquête par questionnaire a été réalisée par internet en mobilisant des réseaux d'acteurs. Elle comprend 77 questions réparties en quatre sections : la situation du ménage au moment du confinement ; la description spatiale du logement de confinement ; les pratiques domestiques en situation de confinement (répartition des tâches quotidiennes et ménagères ; les usages des pièces et des extérieurs, le déplacement à l'extérieur), les activités quotidiennes en situation de confinement (loisirs-détente, télétravail, école à la maison). À ce jour nous avons récolté 4 500 réponses représentatives de tous les secteurs de l'habitat, de la taille des villes et des départements de la France métropolitaine. Les différents milieux sociaux sont représentés malgré les biais d'une enquête par internet. La campagne d'entretiens non directifs d'une durée d'une heure a porté sur une trentaine de ménages. Des vagues d'entretien sont envisagées à échéance fixe sur le long terme pour valider ou non l'hypothèse que cette période de confinement s'inscrit dans l'apprentissage de la recomposition des manières d'habiter, des inégalités résidentielles et des rapports aux injonctions politiques : gérer ses déplacements en fonction de la crainte de la pandémie, utiliser son logement comme un lieu de travail et de commandes à domicile, limiter les espaces communs, etc.

Car si ces enjeux n'ont pas attendu le Covid19 pour émerger on peut supposer qu'ils seront dans les années futures amenés à se répéter, sous toutes formes de risque environnemental notamment : canicules, pollutions liées à des accidents industriels, risques sismiques, etc. Pour étudier l'émergence de l'habitat sous contrainte, nous avons développé une comparaison avec une équipe québécoise pilotée par Hélène Belanger professeure d'études urbaines à l'UQAM, membre du Collectif de recherche et d'action sur l'habitat (CRACH) et du réseau Ville Région Monde. La comparaison avec le Québec sur la base de la même méthodologie de recueil des données sera fructueuse, car la France et le Québec n'obéissent pas aux mêmes formes d'urbanisme et n'ont pas, pour des raisons climatiques, les mêmes approches de l'habitat confiné. Ajoutons enfin que le nombre important de questionnaires permet de traiter des « populations particulières » comme les personnes âgées dont traitent des doctorantes de l'équipe attachées à ce sujet.

Crédit photographique : Nadine Roudil.

Axe 4 - Projet TERRAINS D'AVENTURE POUR L'AVENIR (TAPLA)

Le projet Terrains d'Aventure Pour l'Avenir (TAPLA), financé par le Labex « Les Passés dans le présent » de l'Université Paris-Nanterre (2020-2023), s'intéresse à l'actualité des terrains d'aventure, en France et en Europe, à leur histoire ainsi qu'à leur héritage. S'ils ont presque disparu en France et peuvent apparaître comme des objets du passé, les terrains d'aventure d'hier, espaces d'invention et d'expérimentation de méthodes au carrefour d'innovations pédagogiques multiples, ouvrent des perspectives pour repenser les espaces de jeux et la place des enfants dans les villes d'aujourd'hui.

Les terrains d'aventure ont émergé dans le contexte de crise humanitaire, sociale et culturelle de la Seconde Guerre mondiale. Espaces de jeu libres dont les enfants sont non seulement les usagers mais aussi les constructeurs, les terrains d'aventure sont l'inverse des aires de jeu sécurisées et aseptisées. Ils invitent à considérer le « faire » comme un mode de pensée et de conception de l'espace. Ils traduisent un processus de construction par l'expérimentation directe, par l'exploration et par la prise de risque. À travers eux, l'enfant se confronte à la matière, au vivant ; il apprend que l'environnement est risqué et à s'en protéger, mais seulement quand cela est nécessaire.

Crédit photographique : Hors Gabarit/Espaces Educatifs Bricabracs. Projet Une cabane comme un nid.

L'aménagement des espaces de jeux fait l'objet aujourd'hui d'un encadrement normatif de plus en plus contraignant. À la lumière de la crise sanitaire actuelle, les contraintes réglementaires vont certainement peser plus encore sur la manière de construire la ville. Les terrains d'aventure, équipements collectifs construits par leurs usagers, instruments d'aménagement temporaires, réversibles et peu coûteux, entrent en résonance avec la recherche de modèles alternatifs de la fabrique de la ville contemporaine : urbanisme tactique ou transitoire, *do it yourself*, apparition de nouveaux types de médiation. Pour permettre d'éclairer ces « nouveaux » modèles, nous proposons d'inscrire les terrains d'aventure dans une généalogie des pratiques de fabrication de l'espace par l'action directe. Il semble en effet urgent de se ressaisir des exemples de processus de conception qui savent se jouer des contraintes, des règles et des normes pour inventer des formes urbaines susceptibles de répondre aux crises sociales, écologiques et sanitaires que traversent les villes contemporaines.

Le projet TAPLA réunit archivistes, spécialistes des sciences de l'éducation, paysagistes, urbanistes, architectes, philosophes, géographes et anthropologues. Le projet est porté par l'Université de Paris-Nanterre/Lesc et les Archives nationales, en collaboration avec le Lavue, l'Université Paris-13/Experice, l'Université Beckett de Leeds (Royaume-Uni) et l'Adajep. Au LAVUE, il mobilise des chercheuses et chercheurs de trois axes scientifiques de l'UMR (1, 3 et 4) : C. Rozenholc (porteuse du projet pour le laboratoire), A. Ramos, N. Monnet, R. Hoddé, F. Delaunay, F. Bouillon et M. Antonioli.

NOUS PUBLIONS...

Véronique Biau, *Les architectes au défi de la ville néolibérale*, Marseille, Éditions Parenthèses, 2020.

Depuis son origine et pendant des siècles, l'architecture s'est pratiquée au plus près du pouvoir politique : la grande commande publique constituait le système de référence pour la profession et l'État jouait un rôle prépondérant dans la désignation des élites architecturales. Avant 1968, c'est la longue survivance du système académique originaire du XVIIe siècle. Après 1968 et jusqu'au tournant des années 1990, c'est une politique étatique de promotion de la qualité architecturale qui a fait émerger un star-system d'architectes des grands édifices publics : Grands Projets du président Mitterrand, politiques architecturales de prestige des maires de l'après-décentralisation, recours intense aux concours publics d'architecture qui ont alors alimenté la critique architecturale autant que le débat citoyen.

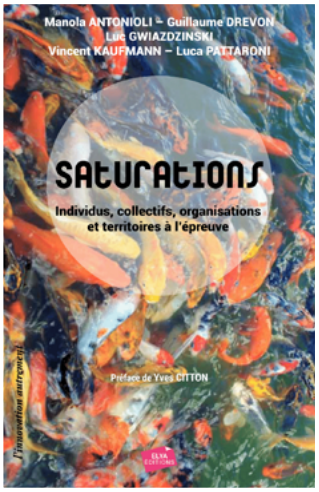
Tout ceci a commencé à s'effacer au cours des vingt dernières années, au fur et à mesure du recul des investissements publics dans les politiques urbaines et architecturales et de la montée en puissance de grands opérateurs ensembliers positionnés sur toute la chaîne des activités de fabrication et de gestion de la ville : services urbains, aménagement, promotion, construction et gestion immobilière. Des modalités de production se sont fait jour – dont celle du « partenariat public-privé » issue du courant néolibéral britannique est la plus emblématique – qui mettent clairement les concepteurs dans des dispositifs conduits par les logiques technico-économiques (primauté du quantitatif, optimisation des rendements, *benchmarking*, *reporting*...), et les éloignent du statut prestigieux que leur donnait jusqu'à présent leur connivence avec le pouvoir politique.

C'est à partir du regard sur ce groupe professionnel de quelque 50 000 individus, que l'ouvrage donne à voir la transformation en cours des dynamiques de la fabrication de la ville, et de la place qu'y tient une architecture définie par la loi en 1977 comme « expression de la culture, (...), d'intérêt public ». En s'appuyant sur l'analyse du quotidien de leur activité dans des contextes de commande diversifiés, on s'interroge sur les professionnalités qu'ils endossent, le sens qu'ils donnent à leur action, leur quête d'une « qualité », tiraillés entre des objectifs difficilement conciliables. On s'attache aussi aux réajustements en cours dans l'organisation de leur travail, leur prise de distance par rapport au registre vocationnel traditionnel : de la figure de l'individu-artiste au collectif de travail ; du modèle du « colloque singulier » entre l'architecte et son client aux systèmes d'acteurs structurés autour de grosses organisations-clientes et de puissantes entreprises ; de l'impensé managérial à l'affirmation de soi comme agent économique.

Que deviennent les architectes, que devient l'architecture dans une fabrication de la ville qui a largement souscrit au modèle néolibéral ?

Manola Antonioli, Guillaume Drevon, Luc Gwiazdzinski, Vincent Kaufmann, Luca Pattaroni (dir.), *Saturations. Individus, collectifs, organisations et territoires à l'épreuve*, préface de Yves Citton, Grenoble, Elya Éditions, 2020.

L'ouvrage *Saturations* fait suite à deux journées d'étude organisées les 14 et 15 juin 2018 à l'EPFL de Lausanne par Manola Antonioli (LAA-LAVUE), Luc Gwiazdzinski (PACTE-Université Grenoble Alpes) et le LASUR (Laboratoire de Sociologie Urbaine) de l'EPFL. Outre le texte des interventions présentées à cette occasion, il intègre une préface écrite par Yves Citton et les contributions d'autres chercheurs invités. La thématique principale de l'ouvrage est la question des «saturations » dans les villes contemporaines, qui articule à la fois une dimension spatiale, une dimension temporelle et une dimension cognitive (un problème d'« écologie de l'attention », sur lequel Yves Citton attire tout particulièrement l'attention dans sa préface). À la saturation physique des territoires qui réduit de plus en plus la présence d'espaces publics, de lieux de vacances et d'interstices appropriables, s'ajoutent en effet les dynamiques d'accélération analysées par le sociologue Hartmut Rosa (cf. *Accélération. Une critique sociale des temps*, Paris, La Découverte, 2010) et les processus qui, dans un contexte néolibéral, aspirent à transformer l'expérience urbaine et la diversité des rythmes en une « ville événementielle », voire une « cité par projets », programmée et programmable selon le modèle d'« intelligence » proposé par la *Smart City*, discours dominant d'un développement urbain marqué par le « marketing territorial ».



À une première partie qui se propose de « repérer les saturations » et leurs formes diversifiées et diffuses (la « ville spectacle », les saturations touristiques, les saturations temporelles et rythmiques), fait suite une deuxième partie qui évoque les voies possibles pour « sortir des saturations » (à travers l'occupation de friches, interstices et espaces encore vacants, la recherche d'autres rythmes, des pratiques de décélération et d'appropriation).

Depuis la parution de l'ouvrage et la crise sanitaire que nous traversons, des formes de « désaturation » brutales se sont imposées à nous, en vidant les places, les lieux de culture, de travail et d'enseignement pour – en parallèle – accélérer de façon exponentielle l'omniprésence des sollicitations associées aux technologies de l'information et de la communication. Il semble donc de plus en plus urgent de réfléchir aux formes de désaturation, de ralentissement, de diversifications des rythmes individuels et collectifs souhaitables pour échapper au *double bind* qu'il va nous falloir affronter dans le « monde d'après » : désaturation de l'espace public et de la sociabilité urbaine par la « distanciation sociale » et les « gestes barrières » d'une part, saturation de ce qui nous reste de « cerveau disponible » et de vie privée par l'omniprésence des GAFAM d'autre part.

Direction de publication : UMR LAVUE, direction collégiale
Coordination éditoriale : Jérôme Boissonade, Emmanuelle Dedenon avec le conseil scientifique du LAVUE
Ont participé : Manola Antonioli, Véronique Biau, Yankel Fijalkow, Isabelle Grudet, Nadja Monnet, Monique Poulot, Caroline Rozenholc
Maquette : Sara Carlini

LABORATOIRE ARCHITECTURE VILLE URBANISME ENVIRONNEMENT

LAVUE
UMR 7218 CNRS